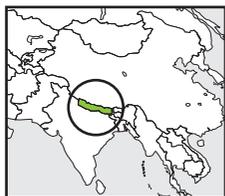


Un développement non durable : causes et conséquences



L'instabilité politique, les violations des droits humains et la corruption constituent certains des défis majeurs du pays. Le Gouvernement doit aussi composer avec la perte de la biodiversité et la mauvaise gestion des ressources agricoles, au-delà de la protection des droits de l'homme et de l'éradication de la corruption politique à tous les niveaux. La discrimination fondée sur la classe sociale, la caste, l'ethnie, la religion et le genre fomentent la création et la persistance de la pauvreté, la faim, la destruction ou la dégradation de l'environnement et les conflits. Si ces problèmes ne sont pas abordés efficacement, le développement durable n'aura été qu'une chimère.

Rural Reconstruction Nepal (RRN) Sarba Raj Khadka

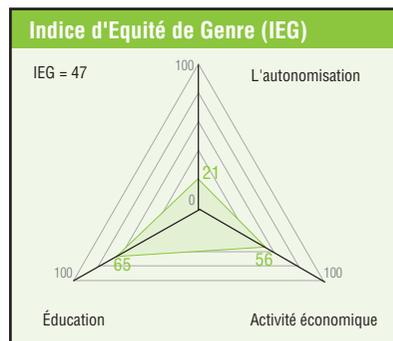
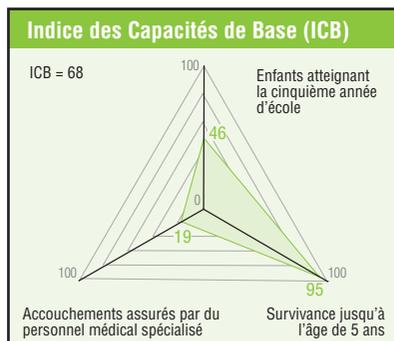
Suite à dix ans de conflit armés (1996-2006) et l'élimination de la monarchie instaurée depuis 240 ans, une république démocratique fédérale du Népal est établie en 2008. Actuellement, des efforts sont faits pour institutionnaliser une forme républicaine de Gouvernement à travers une restructuration de l'État, une nouvelle constitution et l'achèvement du processus de paix.

Au fil du temps, le Gouvernement a introduit une série de politiques, plans et cadres juridiques pour la conservation de la biodiversité, la protection de l'environnement et le développement durable voués à bénéficier et à autonomiser les populations locales. Les principaux instruments sont la Stratégie nationale de conservation de 1988, le Plan directeur pour le secteur forestier de 1988, le Plan d'action politique et environnemental de 1993 et 1996, le Plan agricole de 1995, la loi sur la Protection environnementale de 1996, la Stratégie népalaise pour la biodiversité de 2002 et le Programme de développement durable de 2003¹. Toutefois, leur application a été limitée.

En outre, le Népal a ratifié plusieurs instruments et accords internationaux en matière de droits humains, y compris la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, la Convention sur la diversité biologique, l'Agenda 21 et la Déclaration du Millénaire des Nations Unies et a préparé un Programme national d'action pour faire face aux problèmes du changement climatique. La mise en œuvre de ces accords internationaux a également été limitée.

Les défis pour le développement durable

Il existe plusieurs obstacles à la réalisation du développement durable au Népal. Le plus grave est le manque de stabilité politique, surtout en raison des changements du système politique dans les années 90 puis en 2008 et de la situation actuelle de transition politique. Aussi bien la rédaction de la nouvelle Constitution que la finalisation du processus de paix avancent très lentement et le processus de transformation socio-économique durable est au point mort. Dans le passé, presque tous les changements politiques et les efforts de développements socio-



économiques ont été dominés par des élites qui ont favorisé leurs propres intérêts au lieu d'aider les plus démunis. La discrimination fondée sur la classe sociale, la caste, l'ethnie, la religion et le genre a apporté la pauvreté, la faim, la destruction ou la dégradation de l'environnement et les conflits. À défaut de réussir à remédier aux violations des droits humains et à l'exclusion socioéconomique de manière efficace et dans le cadre d'un calendrier précis et réaliste, le développement durable ne sera pas possible.

Le processus de mondialisation et d'adhésion à un modèle néolibéral de développement économique constitue un barrage permanent à un développement centré sur les personnes, respectueux de l'environnement et économiquement viable. Les conditions commerciales déloyales - parmi lesquelles, l'imposition de barrières douanières et d'autres sortes, de mesures sanitaires et phytosanitaires sans tenir compte des accords commerciaux préférentiels - sont également contre-productives pour le développement durable dans un pays comme le Népal. Ainsi, le pays se dirige lentement vers des approches de développement centrées sur le profit et dirigées par le marché y compris le modèle controversé de partenariat entre les secteurs public et privé.

Le développement durable et les questions environnementales

Bien que la contribution du Népal aux émissions mondiales de gaz à effet de serre soient minimales (1,977 kg par habitant par rapport à la moyenne mondiale de 3,9 tonnes par habitant)², il est l'un des

pays qui subi le plus les effets désastreux du réchauffement climatique et du changement climatique.

Les précipitations irrégulières, insuffisantes ou excessives dues au changement climatique ont eu des effets négatifs sur les moyens de subsistance des personnes. Les systèmes fluviaux originaires de la chaîne himalayenne fournissent de l'eau de consommation et pour l'assainissement et l'irrigation dans tout le sous-continent sud-asiatique. La neige est en train de fondre plus rapidement et il est prévu que cela entraîne des pénuries d'eau dans toute la région. Il existe également le danger imminent du débordement de lacs glaciaires. Un autre risque du changement climatique est la désertification progressive des zones agricoles. Les politiques et programmes destinés à répondre aux impacts du changement climatique offrent une aide très limitée et leur mise en œuvre est inefficace. Ils traitent les symptômes plutôt que les causes profondes.

Le Népal est l'un des pays au monde qui consomment le moins d'énergie, donc sa contribution à la dégradation de l'environnement à travers la consommation d'énergie est également minime. En 2007, le niveau de consommation d'énergie a été de 7,16 tonnes d'équivalent en pétrole par an et était largement basé sur des sources d'énergie traditionnelles comme le bois (72 %), les déchets agricoles (5 %) et le fumier (7 %)³. Les 16 % restants ont été couverts par des sources commerciales (charbon 2,4 %, pétrole 9,9 % et électricité 2,7 %) et les énergies renouvelables ont été inférieures à 1 %⁴. Les personnes

1 S.R. Khadka, *Biodiversity Conservation in Nepal: Policies and Ground Realities*, (Saarbrücken, Allemagne: Lambert Academic Publishing, 2011).

2 Le Gouvernement du Népal et l'Équipe des Nations Unies au Népal, "Nepal Millennium Development Goals, Progress Report", (Katmandou, 2010).

3 Ministerio de Finanzas, *Encuesta de Seguimiento de la Declaración de París, Informe País: Nepal*, (Katmandú, 2011).

4 Ibid.

pauvres et vulnérables vivant principalement dans les zones urbaines ont un accès limité, voir nul, à l'énergie alternative car les technologies nécessaires pour la produire demandent beaucoup de capital.

Le déclin de la biodiversité et la croissante destruction et dégradation génétique constituent aussi des menaces pour le développement durable. Consciente de l'importance de la protection de l'environnement, l'Organisation des Nations Unies a convoqué en 1992 la deuxième Conférence sur l'Environnement et le développement, qui a également adopté la Convention sur la Diversité biologique (CDB). Selon l'article 1, les objectifs de la CDB sont les suivants : la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses composantes et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. La CDB est entrée en vigueur au Népal le 21 février 1994.

En tant qu'État-partie de la Convention, le pays a élaboré des politiques et des plans pour la conservation de la biodiversité, y compris la Stratégie népalaise pour la biodiversité en 2002. L'objectif de cette stratégie est de développer un cadre stratégique pour les programmes de conservation de la biodiversité, le maintien des processus et des systèmes écologiques et le partage équitable des bénéfices générés. Le pays est le foyer de 118 écosystèmes, 75 types de végétation et 35 types de forêts avec une présence significative des espèces et de la diversité génétique⁵. Cependant, il existe des menaces sur la biodiversité au niveau des écosystèmes, des espèces et des ressources génétiques⁶.

La perte des écosystèmes est due à la transformation de l'environnement naturel (forêts, prairies et milieux humides) pour d'autres usages humains. Par exemple, on rapporte que l'habitat forestier se réduit à un rythme annuel de 1,7 %, et si la tendance se poursuit, il est probable que l'écosystème forestier se dégrade à un rythme accéléré⁷. Les ressources génétiques sont en voie d'épuisement à cause de la destruction des habitats naturels, du surpâturage, de la fragmentation des terres, de la commercialisation de l'agriculture, l'augmentation des variétés à haut

rendement et de l'utilisation sans discernement de pesticides⁸. La pollution, les incendies, l'introduction d'espèces exotiques, la chasse et le commerce illégaux, outre la forte incidence de la pauvreté dans les populations qui continuent à croître, constituent également des causes importantes de l'appauvrissement de la biodiversité. D'autres problèmes tels que l'érosion des sols et les glissements de terrain, qui sont plus prononcés dans les zones écologiques de collines et de haute montagne pendant la mousson d'été sont dues à l'absence de sensibilisation de la population et à l'utilisation inappropriée des terres par les agriculteurs.

L'agriculture et la mauvaise gestion

L'utilisation sans scrupules et fragmentaire de la technologie de la révolution verte⁹, constitue un des autres problèmes du pays dont l'économie repose sur l'agriculture: plus de 65 % de la population économiquement active au Népal travaille à la culture de la terre, pour autant que les parcelles soient petites. Bien que l'utilisation de la technologie de la révolution verte ait amélioré la situation d'insécurité alimentaire et la pauvreté dans les régions du pays, même temporairement, elle a détruit les systèmes traditionnels autochtones. La plupart des recherches ont été axées sur les solutions à court terme et non pas sur les solutions durables et stables qui constitueraient la base des connaissances et des compétences autochtones. En outre, l'agriculture d'aujourd'hui est presque entièrement basée sur les intrants importés qui doivent être remplacés fréquemment. Les mécanismes de régulation sont d'une telle inefficacité que les entreprises multinationales faisant le commerce des intrants tels que les semences, ont un accès direct aux paysans du Népal.

Les Népalais sont très dépendants des ressources naturelles pour leur subsistance et les niveaux extrêmes de pauvreté ont conduit les gens à utiliser des ressources marginales de manière non durable. Par exemple, ils n'ont peut être pas d'autre choix que de cultiver sur des côtes instables ou d'envahir avec leurs plantations des zones qui étaient destinées à d'autres usages. Ils ont, en outre, des niveaux d'investissements trop faibles pour être en mesure d'augmenter la production.

La corruption et le manque d'éducation adéquate

Une culture de l'impunité et la corruption croissante représentent également des défis pour le développement durable du Népal. Selon le rapport 2010 de Transparency International, le pays est à la 148^{ème} place avec un score de 2,2 dans l'Index des perceptions de la corruption. Il est évident que les autorités sont plus intéressées par leur fortune personnelle que par la qualité et la durabilité de leurs actions en faveur du développement.

L'engagement politique de plus en plus faible dans la cause nationale et les systèmes locaux représente encore un autre défi. L'aide au développement est canalisée sans tenir compte des besoins et des intérêts spécifiques des individus et par conséquent, des mécanismes qui seraient les plus appropriées. Le manque d'éducation et de sensibilisation adéquate menacent aussi le développement durable, tandis que le système éducatif favorise le consumérisme et les modes de vie insoutenables qui privilégient les marchés et le profit.

Conclusion et recommandations

Les graves violations des droits humains, l'exclusion socio-économique, le manque de justice sociale et le manque de gestion efficace des ressources naturelles sont parmi les principaux obstacles au développement durable au Népal. Par conséquent, nous recommandons les mesures suivantes pour remédier à cette situation et faire de la durabilité une réalité et pas seulement un rêve:

- Promouvoir la démocratie, la paix et la justice.
- Protéger, respecter et garantir les droits humains des individus.
- S'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des conflits.
- Promouvoir la participation significative de la population dans tous les aspects de la gouvernance de l'État.
- Stopper la corruption politique à tous les niveaux.
- Favoriser une culture où l'on sache faire face aux besoins et non pas une culture de l'avidité.
- Mettre en œuvre des mesures efficaces pour lutter contre les effets du changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Assurer un investissement adéquat en matière de recherche, de développement et de sensibilisation pour faire avancer le développement durable en fonction des besoins et des priorités du pays.
- Impliquer les populations locales dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de la gestion des ressources naturelles.
- Investir dans l'utilisation de sources d'énergie alternatives. ■

5 Gouvernement de Sa Majesté du Népal, ministère des Bois et de la conservation des sols, *Deuxième rapport national sur la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique au Népal*, (Katmandou: 2002).

6 T.M. Maskey, "State of Biodiversity in Nepal", in Pie Shengji (ed.), *Banking on Biodiversity: Report of the Regional Consultation on Biodiversity Assessment in the Hindu Kush Himalayas*, (Katmandou: International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD), 1996).

7 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ, *Nepal: State of the Environment*, ministère de la Population et de l'environnement de Sa Majesté du Népal, South Asia Cooperative Environment Programme, ICIMOD, Organisation norvégienne de Coopération au développement et PNUÉ, (Bangkok : 2001).

8 Khadka, op. cit.

9 Les initiatives technologiques et de recherche de la fin des années 1960, visaient à accroître la production agricole par le développement de variétés de céréales à haut rendement, l'expansion des infrastructures d'irrigation, la modernisation des techniques de gestion et la distribution de semences hybrides, d'engrais de synthèse et de pesticides aux agriculteurs.